



Procédure : 25048

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteur

Collectivité Européenne d'Alsace

Adresse : Hôtel d'Alsace, 100 Avenue d'Alsace, 68000 COLMAR

Direction opérationnelle / Service acheteur : Direction de l'Immobilier et des Moyens
Généraux / Service Grands Projets Sud

Objet de la consultation

**Restructuration de l'ancien bâtiment du collège Wolf -
Mulhouse - 23 lots travaux**

Date limite de remise des offres

**Date : le 09/04/2025
Heure : 12:00**

Offres à déposer exclusivement par voie dématérialisée sur la plateforme :

[Alsace Marchés Publics](#)

Sommaire

1.Objet du marché	3
1.1Lieu d'exécution	3
1.2Décomposition en lots.....	3
1.3Forme des marchés	4
1.4Durée du marché / délais d'exécution	4
2.Organisation de la consultation	4
2.1Procédure de passation	4
2.2Modalités de financement.....	4
2.3Mode de dévolution : marchés séparés	4
2.4Dispositions relatives aux groupements.....	5
2.5Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	5
2.6Modification de détail au dossier de consultation	5
2.7Délai de validité des offres	6
2.8Visite des lieux d'exécution du marché.....	6
2.9Conditions particulières d'exécution : Promotion de l'emploi des publics prioritaires	6
3.Contenu du dossier de consultation	7
4.Retrait du dossier de consultation	7
5.Présentation des candidatures et des offres	8
5.1Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :	8
5.2Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	13
6.Examen des candidatures, jugement des offres et attribution du marché	14
6.1Examen des candidatures.....	14
6.2Jugement des offres	14
6.3Négociation	23
6.4Rectification des offres.....	24
6.5Attribution du marché	24
7.Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	25
8.Renseignements complémentaires	26
9.Procédures de recours	26

1. Objet du marché

La consultation a pour objet :

Restructuration de l'ancien bâtiment du collège Wolf - Mulhouse - 23 lots travaux

Les travaux consistent en la restructuration de l'ancien bâtiment du collège comprenant également la construction d'un nouveau bloc sanitaires élèves dans la cour, la mise en conformité au titre de l'accessibilité, la mise à niveau technique du chauffage et le remplacement du SSI.

1.1 Lieu d'exécution

Collège Wolf, 4 rue de la Belette 68100 MULHOUSE

1.2 Décomposition en lots

Les différents lots de la consultation sont les suivants :

- Lot 01 : Désamiantage
- Lot 02 : Gros-œuvre
- Lot 03 : ITE
- Lot 04 : Ravalement de façades - Pierre de taille
- Lot 05 : Parement brique
- Lot 06 : Echafaudage
- Lot 07 : 7 A - Couverture - Zinguerie
- Lot 08 : Menuiserie extérieure aluminium - bois
- Lot 09 : Occultation
- Lot 10 : Serrurerie
- Lot 11 : Plâtrerie
- Lot 12 : Plafond suspendu
- Lot 13 : Menuiserie intérieure bois
- Lot 14 : Peinture
- Lot 15 : Revêtement de sol souple
- Lot 16 : Chape Sanitaire - carrelage - faïence
- Lot 17 : Sanitaire
- Lot 18 : Chaufferie gaz Electricité - chauffage - ventilation
- Lot 19 : Electricité
- Lot 20 : VRD - Aménagements extérieurs
- Lot 21 : Paillasse
- Lot 22 : Nettoyage
- Lot 23 : 7 B - Etanchéité

L'attention des candidats est attirée sur la particularité des intitulés des lots 7 et 23 : les travaux du lot 7A sont rattachés au lot n°07, et les travaux du lot 7 B sont rattachés au lot 23, ceci en raison de contrainte liée au logiciel de rédaction des marchés publics de la collectivité.

Ainsi, il conviendra de tenir compte pour le dépôt des offres uniquement du numéro du lot surligné en vert :

- **Lot 07** : 7 A - Couverture - Zinguerie
- **Lot 23** : 7 B - Etanchéité

1.3 Forme des marchés

Ils ne font pas l'objet d'un fractionnement.

1.4 Durée du marché / délais d'exécution

À titre indicatif, la période de préparation commencera vers le 14/05/2025.

Pour tous les lots, la durée de la période de préparation est de 1 mois. Celle-ci est incluse dans le délai d'exécution du lot considéré.

Elle commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service préalable prescrivant d'en commencer la réalisation.

À titre indicatif, les travaux commenceront vers le 18/06/2025.

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de 21 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer l'exécution du ou des premier(s) lot(s).

Le délai d'exécution propre à chaque lot est déterminé dans les conditions prévues au calendrier d'exécution. L'ordre de service prescrivant de commencer l'ensemble des prestations sera notifié à chaque entrepreneur titulaire d'un lot.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1 à 2123-7 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par l'acheteur. (cf article négociation ci-dessous)

2.2 Modalités de financement

Financement sur le budget annuel de la Collectivité Européenne d'Alsace en ressources propres auquel s'ajoute une subvention au titre du Fonds Vert 2023 à hauteur de 42 % environ.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

2.3 Mode de dévolution : marchés séparés

La consultation est divisée en 23 lots, chaque lot faisant l'objet d'un marché séparé confié à une entreprise unique ou un groupement d'entreprises.

Le candidat pourra présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

2.4 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Il n'est pas possible de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Il est possible de présenter des offres en qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du Code de la commande publique et conformément à l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de ce dernier, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

2.5 Variantes libres – Variantes imposées – Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

La proposition de variante libre n'est pas autorisée.

Prestations supplémentaires éventuelle obligatoire (PSE) :

Le lot n° 11 : Plâtrerie comporte une Prestation Supplémentaires Eventuelle (PSE) obligatoire. Les candidats qui soumissionnent à ce lot ont donc l'obligation de chiffrer la prestation supplémentaire éventuelle (compléter impérativement le montant de la PSE à l'acte d'engagement) sous peine de rejet de l'offre au titre d'une offre irrégulière.

- PSE n° 1 Faux-plafond fixe constitué d'un panneau en laine de bois et d'un isolant en laine de roche, ép.75 mm avec une alpha w de 1.00

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander à la signature du contrat la prestation supplémentaire éventuelle dont les spécificités techniques sont décrites dans le CCTP et indiquées ci-dessus.

2.6 Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune

réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de remise des offres finales.

2.8 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats devront obligatoirement procéder à une visite des lieux d'exécution du marché à l'exception des lots 21, 22 et 23.

Cette visite aura lieu uniquement les mercredis après-midi de 14h à 16h. La visite s'effectuera en présence du maître d'œuvre et du représentant du maître d'ouvrage.

2 dates de visite sont d'ores-et-déjà prévues:

- Le mercredi 19/3 à 14h00
- Le mercredi 26/3 à 14h00

Le candidat est invité à confirmer sa présence à la date choisie par mail, adressé à : Monsieur Vianney LEBRUN, chef de projet Bâtiment au Service Grands Projets Sud de la Direction de l'Immobilier et des Moyens Généraux de la Collectivité européenne d'Alsace, et dont les coordonnées sont les suivantes : mail : vianney.lebrun@alsace.eu.

Une autre date pourrait être prévue selon les demandes, sachant que le périmètre des travaux étant principalement dans le collège, il sera impossible de proposer des dates en dehors du mercredi après-midi.

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre. A défaut l'offre sera considérée comme irrégulière pour les lots concernés par la visite obligatoire.

2.9 Conditions particulières d'exécution : Promotion de l'emploi des publics prioritaires

Lots concernés :02,03,04,05,07,08,09,11,13,14,16,17,18,19,20,23.

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, l'acheteur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement.

3.Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes, commun à tous les lots,
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), propre à chaque lot,
- Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE), propre à chaque lot, le bordereau des prix unitaires (BPU) uniquement pour le lot 02
- Le cadre du Mémoire Technique (MT) justificatif des dispositions que le prestataire se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, propre à chaque lot,
- Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGC SPS), commun à tous les lots,
- Le rapport initial de Contrôle Technique
- Le dossier Amiante
- Le dossier Géotechnique
- La synthèse de l'étude RE2020
- Les plans architectes – SBAU
- La notice acoustique
- La notice OPC planning - ETMO
- Les plans propres à chaque lot
- L'attestation de visite du site, concernant tous les lots à l'exception des lots, 21, 22 et 23

Il comprend en outre, l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) disponible sur le site du BOAMP.

4.Retrait du dossier de consultation

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par l'acheteur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip)
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader)
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice)
- Rich Text Format *.rtf
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, . . .).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de

créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces relatives à la candidature et à l'offre définies ci-dessous, rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- DUME ou Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- DUME ou Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Redressement judiciaire : Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.

5.1.2 Capacité

- Déclaration chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (sauf si déjà mentionné dans le DUME ou DC2).
- Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des moyens techniques : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour le lot n° 01 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification

professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 1552 ou références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 02 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 2112 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 03 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 7131 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 04 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 2182 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 05 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 3811 ou toute référence justifiant d'une équivalence en pose de bardages type parements briques.

Pour le lot n° 06 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 1412 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 07 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 3121 et 3152 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 08 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification

professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 3521 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 09 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 4522 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 10 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 3531 et 4411 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 11 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 4131 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 12 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 6611 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 13 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 4312 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 14 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 6111 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 15 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte

tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 6222 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 16 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 6311 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 17 :

- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 5112 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 18 :

- Certificats de contrôle qualité : des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 5213 et 5311 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 19 :

- Certificats de contrôle qualité : des certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualifelec ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 20 :

- Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres;

Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 1311 et 1342 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Pour le lot n° 21 :

- Pas d'exigence de certification qualibat pour le lot considéré

Pour le lot n° 23 :

- Certificats de qualifications professionnelles : des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte

tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres;
Niveaux spécifiques minimaux exigés : Qualibat 3292 ou toutes références justifiant d'une équivalence

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Seront prises en compte toutes attestations de réalisations d'ouvrages équivalents ou de technicité équivalente au présent projet.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

Dispositif  :

Cette consultation est éligible au dispositif DUME (Document Unique de Marché Européen). Ainsi en déposant une offre par ce dispositif, les candidats ont la possibilité de compléter le DUME sur notre plateforme Alsace Marchés Publics.

Ainsi, le DUME pré-rempli sur la base du numéro SIRET permettra de :

1. Bénéficier d'une reprise des données d'identité de l'entreprise ;
2. D'attester du respect des obligations sociales et fiscales.
3. Une requête automatisée auprès des différentes administrations (INSEE, DGFIP, ACOSS, infogreffe, etc.) lancée en mode sécurisé par le Profil d'Acheteur permettra de récapituler l'ensemble des attestations requises que l'entreprise pourra corriger le cas échéant en cas d'obsolescence notamment ;
4. D'attester de la souscription des assurances appropriées, de ne pas être dans l'un des cas interdisant de soumissionner aux marchés publics, du pouvoir d'engager la société ;
5. De saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux et liés à l'objet du marché sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes n'aient pas à renseigner tous les exercices).

Pour déposer un pli, il faut :

6. Accéder à la consultation et cliquer sur l'onglet « Dépôts » ;
7. Renseigner votre DUME en ligne ou fournir votre DUME en pièce libre au format .xml ;
8. Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre

9. Après avoir accepté les conditions d'utilisation, cliquer sur « Valider ».

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (**AE**) et ses annexes, dûment complété,
- Le Devis Quantitatif Estimatif (**DQE**), dûment complété, le bordereau des prix unitaires (**BPU**) uniquement pour le lot 02
- Le mémoire technique (**MT**), justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat (selon cadre joint), dûment complété,
- L'attestation de visite, dûment complétée et signée à l'exception des lots, 21, 22 et 23,

RAPPEL IMPORTANT :

L'attention des candidats est attirée sur la particularité des intitulés des lots 7 et 23 : les travaux du lot 7A sont rattachés au lot n°07, et les travaux du lot 7 B sont rattachés au lot n°23, ceci en raison de contrainte liée au logiciel de rédaction des marchés publics de la collectivité.

Ainsi, il conviendra de tenir compte pour le dépôt des offres, pour les 2 lots considérés, uniquement du numéro du lot surligné en vert :

Lot 07 : 7A – Couverture zinguerie

Lot 23 : 7B - Etanchéité

Il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre. Si l'offre n'a pas été signée lors du dépôt, l'entreprise sera invitée, après attribution du marché à signer les pièces du marché avec un certificat de signature électronique.

Afin d'assurer le respect de l'égalité de traitement des candidats, l'absence de tout document listé ci-dessus pourra conduire au rejet de l'offre.

Les offres devront être entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Les candidats veilleront particulièrement à renseigner dans l'acte d'engagement :

- Le numéro SIRET sur lequel sera imputée la facturation. Il doit correspondre à celui de l'établissement soumissionnaire ;
- Une adresse électronique de référence afin de permettre les échanges nécessaires à la consultation et à l'exécution du marché.

Il est à noter que toutes les correspondances liées au marché seront exclusivement effectuées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation des marchés publics :

[Alsace Marchés Publics](#)

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.Examen des candidatures, jugement des offres et attribution du marché

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à 2144-7 (examen des candidatures), R2152-1 à R2152-12 (jugement des offres) du Code de la commande publique et dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'auront pas été rejetées en application des articles R2152-3 à R2152-5, seront classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'analyse définis ci-dessous. Ce classement sera effectué par l'acheteur. L'offre classée n° 1 sera considérée comme "l'offre économiquement la plus avantageuse".

L'offre économiquement la plus avantageuse ne se confond pas avec l'offre au prix le plus bas. Les critères de sélection choisis ainsi que leurs modalités de mise en œuvre mentionnées ci-dessous, permettront à l'acheteur de porter une attention toute particulière à la performance globale, à la qualité et aux modalités d'exécution des missions de la présente consultation.

6.1 Examen des candidatures

L'examen des candidatures se fera selon les **capacités techniques, financières et professionnelles** mentionnées ci-dessus.

L'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer les candidatures ne répondant pas aux exigences précisées le cas échéant dans le règlement de la consultation et pouvant porter notamment sur la capacité (diplômes, certificats, qualifications professionnelles...), le chiffre d'affaires minimum, les moyens techniques,

6.2 Jugement des offres

L'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement.

RAPPEL IMPORTANT :

L'attention des candidats est attirée sur la particularité des intitulés des lots 7 et 23 : les travaux du lot 7A sont rattachés au lot n°07, et les travaux du lot 7 B sont rattachés au lot n°23, ceci en raison de contrainte liée au logiciel de rédaction des marchés publics de la collectivité.

Ainsi, il conviendra de tenir compte pour le dépôt des offres, pour les 2 lots considérés, uniquement du numéro du lot surligné en vert :

Lot 07 : 7A – Couverture zinguerie

Lot 23 : 7B - Etanchéité

Lot n°01 – Désamiantage :

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix HT	60 %

Valeur technique	40 %
Lot n°02 – Gros-œuvre :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %
Lot n°03 – ITE :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %
Lot n°04 – Ravalement de façades - Pierre de taille :	
Critères	Pondération
Prix HT	40 %
Valeur technique	60 %
Lot n°05 – Parement brique :	
Critères	Pondération
Prix HT	40 %
Valeur technique	60 %

Lot n°06 – Echafaudage :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°07 – Couverture - Zinguerie :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°08 – Menuiserie extérieure aluminium - bois :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°09 – Occultation :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°10 – Serrurerie :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°11 – Plâtrerie :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°12 – Plafond suspendu :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°13 – Menuiserie intérieure bois :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°14 – Peinture :	
Critères	Pondération

Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°15 – Revêtement de sol souple :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°16 – Chape - carrelage - faïence :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°17 – Sanitaire :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°18 – Chaufferie gaz - chauffage - ventilation :	
Critères	Pondération
Prix HT	50 %
Valeur technique	50 %

Lot n°19 – Electricité :	
Critères	Pondération
Prix HT	50 %
Valeur technique	50 %

Lot n°20 – VRD - Aménagements extérieurs :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°21 – Paillasses :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°22 – Nettoyage :	
Critères	Pondération
Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

Lot n°23 – Etanchéité :	
Critères	Pondération

Prix HT	60 %
Valeur technique	40 %

L'analyse des offres sera effectuée de la manière suivante : (en fonction des indications relatives à la pondération des critères par lot apparaissant ci-dessus)

1er cas de figure : Prix 60 % - Valeur technique 40 % :

Critères	Pondération
<p align="center">Prix en euros HT</p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant HT de l'offre la plus basse / Montant HT de l'offre examinée) x Nombre de points de la pondération. Ce critère est jugé selon le montant total renseigné dans le document financier (DQE ou BPU)</p> <p>L'offre la moins-disante obtiendra la valeur maximum de la note, soit 10 points. La note obtenue est ensuite multipliée soit par le coefficient 0,6 correspondant à la pondération de 60 %. Ainsi, l'offre la moins-disante obtient la note de 10/10, soit une note pondérée de 6/6</p>	60 %
<p align="center">Valeur technique</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le candidat (selon cadre type joint).</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le candidat (selon cadre type joint).</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la pertinence, de la qualité des renseignements fournis et de la justification des dispositions que celui-ci propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Une note sur 10 points sera attribuée à chaque offre selon la formule de notation suivante :</p> <p>[(Note du sous-critère 1 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 1) + (Note du sous-critère 2 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 2) + (Note du sous-critère 3 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 3) etc] * 2 / somme des coefficients des différents sous-critères</p> <p>sachant que la note de chaque sous-critère est sur un total de 5 points, chaque coefficient attribué au sous-critère est précisé dans le mémoire technique, et selon l'échelle de notation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5/5 Très bien – répondant parfaitement aux attentes et aux performances demandés 	40 %

<ul style="list-style-type: none"> - 3/5 Bien – répondant partiellement aux attentes mais de manière satisfaisante - 1/5 Sommaire – répondant moyennement aux attentes - 0/5 : Nul - renseigné ou ne répondant pas aux attentes du maître d'ouvrage, non renseigné - - La note obtenue sur 10 points est ensuite multipliée par le coefficient de pondération de 0,40 (Coef 40 %). 	
---	--

Classement final :

- La note finale obtenue sur 10 points est la somme arithmétique des notes « prix des prestations » et « valeur technique ». L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre dont la somme des notes résultant de l'analyse des critères « prix des prestations » et « valeur technique » est la plus élevée.

2ème cas de figure : Prix 40 % - Valeur technique 60 %

Critères	Pondération
<p align="center">Prix en euros HT</p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant HT de l'offre la plus basse / Montant HT de l'offre examinée) x Nombre de points de la pondération. Ce critère est jugé selon le montant total renseigné dans le document financier (DQE ou BPU)</p> <p>L'offre la moins-disante obtiendra la valeur maximum de la note, soit 10 points. La note obtenue est ensuite multipliée soit par le coefficient 0,4 correspondant à la pondération de 40 %. Ainsi, l'offre la moins-disante obtient la note de 10/10, soit une note pondérée de 4/4</p>	40 %
<p align="center">Valeur technique</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le candidat (selon cadre type joint).</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le candidat (selon cadre type joint).</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la pertinence, de la qualité des renseignements fournis et de la justification des dispositions que celui-ci propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Une note sur 10 points sera attribuée à chaque offre selon la formule de notation suivante :</p> <p>[(Note du sous-critère 1 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 1) + (Note du sous-critère 2 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 2) + (Note du sous-critère 3 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 3) etc] * 2 / somme des coefficients des différents sous-critères</p>	60 %

<p>sachant que la note de chaque sous-critère est sur un total de 5 points, chaque coefficient attribué au sous-critère est précisé dans le mémoire technique, et selon l'échelle de notation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5/5 Très bien – répondant parfaitement aux attentes et aux performances demandés - 3/5 Bien – répondant partiellement aux attentes mais de manière satisfaisante - 1/5 Sommaire – répondant moyennement aux attentes - 0/5 : Nul - renseigné ou ne répondant pas aux attentes du maître d'ouvrage, non renseigné <p>La note obtenue sur 10 points est ensuite multipliée par le coefficient de pondération de 0,60 (Coef 60 %).</p>	
---	--

Classement final :

- La note finale obtenue sur 10 points est la somme arithmétique des notes « prix des prestations » et « valeur technique ». L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre dont la somme des notes résultant de l'analyse des critères « prix des prestations » et « valeur technique » est la plus élevée.

3ème cas de figure : Prix 50 % - Valeur technique 50 %

Critères	Pondération
<p>Prix en euros HT</p> <p>Définition : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant HT de l'offre la plus basse / Montant HT de l'offre examinée) x Nombre de points de la pondération. Ce critère est jugé selon le montant total renseigné dans le document financier (DQE ou BPU)</p> <p>L'offre la moins-disante obtiendra la valeur maximum de la note, soit 10 points. La note obtenue est ensuite multipliée soit par le coefficient 0,5 correspondant à la pondération de 50 %. Ainsi, l'offre la moins-disante obtient la note de 10/10, soit une note pondérée de 5/5</p>	50 %
<p>Valeur technique</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le <u>candidat (selon cadre type joint)</u>.</p> <p>Définition et appréciation du critère : Ce critère sera apprécié au vu du contenu du mémoire technique présenté par le candidat (selon cadre type joint).</p> <p>L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la pertinence, de la qualité des renseignements fournis et de la justification des dispositions que celui-ci propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Une note sur 10 points sera attribuée à chaque offre selon la formule de notation suivante :</p>	50 %

<p>[(Note du sous-critère 1 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 1) + (Note du sous-critère 2 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 2) + (Note du sous-critère 3 du cadre du M.T. * coefficient attribué au sous-critère 3) etc] * 2 / somme des coefficients des différents sous-critères</p> <p>sachant que la note de chaque sous-critère est sur un total de 5 points, chaque coefficient attribué au sous-critère est précisé dans le mémoire technique, et selon l'échelle de notation suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5/5 Très bien – répondant parfaitement aux attentes et aux performances demandés - 3/5 Bien – répondant partiellement aux attentes mais de manière satisfaisante - 1/5 Sommaire – répondant moyennement aux attentes - 0/5 : Nul - renseigné ou ne répondant pas aux attentes du maître d'ouvrage, non renseigné <p>La note obtenue sur 10 points est ensuite multipliée par le coefficient de pondération de 0,50 (Coef 50 %).</p>	
---	--

Classement final :

- La note finale obtenue sur 10 points est la somme arithmétique des notes « prix des prestations » et « valeur technique ». L'offre économiquement la plus avantageuse est l'offre dont la somme des notes résultant de l'analyse des critères « prix des prestations » et « valeur technique » est la plus élevée.

Précisions sur l'analyse de la PSE du lot n° 11 :

Il sera procédé à un classement « Offre de base » puis à un classement « Offre de base + PSE obligatoire. » L'acheteur choisit ensuite de retenir ou non la PSE.

Si l'acheteur décide de retenir la PSE, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement prenant en compte tant l'offre de base que la PSE. L'acheteur précisera dans le courrier de notification si la PSE est retenue.

S'il décide de ne pas la retenir, il attribue le marché au candidat qui a présenté l'offre de base économiquement la plus avantageuse, conformément au classement établi en tenant compte des seules offres de base.

6.3 Négociation

L'acheteur écarte les offres inappropriées, et **après négociation éventuelle avec l'ensemble des candidats retenus**, choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Ainsi, à l'issue d'une première analyse des offres, les offres inappropriées sont éliminées et l'acheteur négociera avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre conforme, irrégulière ou inacceptable.

L'acheteur informera les candidats admis à négocier par une lettre d'invitation transmise par la plateforme alsacemarchespublics.eu. Les négociations pourront porter tant sur le prix que la valeur technique des offres présentées.

Cette lettre précisera les points de l'offre soumis à la négociation ainsi que le déroulé de celle-ci (dont notamment le délai imparti aux candidats pour faire leur proposition).

La négociation pourra être menée par échanges écrits ou oraux et en plusieurs tours. Les candidats ne souhaitant pas participer aux négociations en informent l'acheteur par écrit. Dans ce cas, l'analyse portera sur l'offre initiale.

L'analyse de l'offre des candidats s'effectuera, soit sur la dernière offre négociée déposée, soit sur l'offre initiale si aucune offre post négociations n'a été proposée.

A l'issue des négociations, l'acheteur procédera à une nouvelle notation des offres, selon les critères fixés au présent règlement de la consultation, de laquelle découlera le classement permettant de désigner l'attributaire.

6.4 Rectification des offres

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications des prix en chiffres portées sur le bordereau des prix prévaudront sur tout autre indication de l'offre et le détail estimatif sera rectifié en conséquence.

En cas d'erreur de multiplication, d'addition ou de report dans le détail estimatif, l'acheteur rectifiera ce document pour l'analyse du critère prix.

Si l'offre du candidat est désignée comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera invité, dans le cadre d'une mise au point des pièces du marché, à rectifier le détail estimatif et à mettre le montant de l'acte d'engagement en cohérence avec celui du détail estimatif. En cas de refus, son offre sera éliminée car irrégulière (non cohérente).

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation. Ceci sera, notamment, le cas s'il est constaté que le bordereau de prix n'est pas fourni ou s'il est incomplet.

6.5 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2143-6 à 2143-10 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner et l'attestation d'assurance dans un délai de 8 jours à compter de la demande de l'acheteur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat retenu sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La Collectivité Européenne d'Alsace préconise, pour les documents nécessitant une signature électronique, **le format PDF pour les documents et le format PADES pour la signature électronique**.

La transmission des documents par voie électronique est imposée. Elle se fait à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>.

Une **assistance** à l'utilisation de la plateforme est disponible du lundi au vendredi, de 09h à 12h et de 14h à 17h au **numéro unique** suivant : **03.69.49.39.10** ou par **mail** : **contact@alsacemarchespublics.eu**.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris.

Il est interdit de transmettre des plis via un autre moyen électronique (courriel, plateforme de téléchargement...), dans ce cas, les plis seront détruits. De même, la transmission des plis au format papier est interdite, hormis pour les copies de sauvegarde.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Si un nouveau dépôt électronique est effectué par le même candidat, celui-ci annule et remplace le dépôt précédent, il sera considéré comme une offre complète et doit contenir tous les éléments attendus.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise.

Adresse :

Collectivité européenne d'Alsace
Direction des Achats et de la Commande Publique
Guichet Unique de Réception des Plis
100 Avenue d'Alsace
BP 20351
68006 COLMAR Cedex

Horaires d'ouverture en cas de remise directe :
du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h30

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la

signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 modifié par l'arrêté du 14 avril 2023.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part de l'acheteur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

9. Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix
BP 51038
67070 STRASBOURG CEDEX

Tél : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr>

La décision d'attribution peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président de la Collectivité européenne d'Alsace dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

Elle peut également faire l'objet des recours suivants devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans les conditions prévues par les textes et la jurisprudence :

- Référé contractuel dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat, ou, en l'absence de publication d'un tel avis ou de la notification précitée, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat (articles L551-13 et R 551-7 et suivants du CJA).
- Recours pour excès de pouvoir (en cas de contestation des clauses réglementaires du contrat) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué en procédure formalisée (article R.421-1 du code de justice administrative).
- Recours de pleine juridiction ouvert à tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (CE, 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne n°358994).

Vous avez la possibilité de déposer votre requête :

- I Soit en mains propres à l'accueil de la juridiction ;
- II Soit par voie postale à l'adresse indiquée plus haut ;
- III Soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens (la procédure est détaillée sur le site internet dédié <https://www.telerecours.fr/particuliers-personnes-droit-prive/>) ».

Différends liés à l'exécution du marché de chacun des lots (article R.2197-1 du Code de la commande publique) l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional du Règlement Amiable des Litiges

Préfecture de Meurthe et Moselle

1 rue du Préfet Claude Erignac
54038 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 34 25 65

Télécopie : 03 83 34 22 24

Courriel : caroline.page@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://meurthe-et-moselle.gouv.fr>

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant à l'acheteur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de certification),

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à

jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.